

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 07/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



UNITE MATURATION MACHEFERS + T/T/R DND

ZI Quincieux
Chemin du Crouloup
69650 QUINCIEUX

Références : UD-R-SSDAS-22-176-LL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement UNITE MATURATION MACHEFERS + T/T/R DND implanté ZI Quincieux Chemin du Crouloup 69650 QUINCIEUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITE MATURATION MACHEFERS + T/T/R DND
- ZI Quincieux Chemin du Crouloup 69650 QUINCIEUX
- Code AIOT dans GUN : 0006113898
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Situé en zone industrielle et le long de la voie ferrée Lyon-Roanne, l'établissement du SYTRAIVAL de Quincieux a été créé par le syndicat intercommunal SYTRAIVAL afin de compléter ses installations de gestion de déchets. Le SYTRAIVAL en tant que syndicat de traitement couvre plus de 260 communes et environ 350 000 habitants répartis sur les départements du Rhône, de l'Ain et de la Saône-et-Loire. Chaque site de traitement du SYTRAIVAL est opéré par un délégataire sélectionné par le syndicat. Le site de Quincieux est opéré en 2022 par SUEZ, néanmoins l'exploitant de l'ICPE reste le SYTRAIVAL.

Le site du SYTRAIVAL à Quincieux regroupe 3 fonctions distinctes, en 3 bâtiments :

- La préparation et la maturation des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux pour une valorisation en technique routière ; c'est l'activité principale et le plus gros bâtiment ;
- Le transit de déchets ménagers recyclables de type emballages et papiers issus des collectes sélectives organisées sur le territoire du SYTRAIVAL par ses adhérents ;
- Le transit d'encombrants ménagers et assimilés (issus des collectes réalisées en déchèteries ou dans le cadre de collectes au porte à porte), incluant une opération de tri sommaire et le broyage des encombrants pour séparation de la part incinérable.

Toutes ces activités de gestion de déchets se font à l'intérieur de ces 3 bâtiments.

La capacité maximum d'accueil de déchets sur ce site est de 49 000 t / an dont 25 000 t de mâchefers (dont au moins 16 000 t de UIOM Villefranche), 10 000 t d'encombrants / benne tout venant de déchèterie et 14 000 t pour le transit de collecte sélective de déchets ménagers d'emballages et papiers.

Le classement IED est lié aux rubriques 3532 / 2791 relatives au traitement de 100 t / jour de mâchefers. Le démarrage industriel du site date de fin 2018, après une procédure assez longue du fait de recours pendant la période de consultation du public, le dossier de demande d'autorisation datant de 2014.

En date du samedi 11 septembre 2021, un incendie survenu dans un apport de déchets encombrants de déchèterie municipale a détruit partiellement le bâtiment A, au sud-est du site. Il est restauré à l'identique pour une nouvelle mise en service prévue à l'été 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Gestion des eaux d'égouttage des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 4.4.3.2	/	Lettre de suite préfectorale
consommation d'eau du réseau d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 4.2.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
MIOM mûrés, suivi de leur valorisation	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.1.5.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Hauteur des stockages de déchets (bat A et B)	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.1.6.1	/	Sans objet
Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 07/05/01	/	Sans objet
MIOM entrants, conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.1.4.2	/	Sans objet
autosurveillance mensuelle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 9.2.1	/	Prescription inadaptée

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des activités de gestion de déchets se fait à l'intérieur des 3 bâtiments. Le site n'a pas encore retrouvé son activité complète depuis l'incendie du 11 septembre 2021 ayant fortement endommagé le bâtiment A, dédié au tri / broyage de déchets non recyclables issus de déchetteries. La mise en service de ce bâtiment rénové est prévue fin juillet 2022.

S'agissant de la cuve enterrée recueillant les eaux d'égouttage des mâchefers du bâtiment C, l'exploitant doit présenter la procédure lui permettant de connaître le niveau de remplissage de cette cuve ainsi qu'un état des lieux de cet équipement, dans un délai de 2 mois.

L'exploitant souhaite proposer à l'Inspection une évolution de la fréquence et des modalités de surveillance des poussières et retombées atmosphériques autour de son site. A cette occasion, il proposera également une nouvelle volumétrie maximale de prélèvement d'eau du réseau public d'eau potable.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Hauteur des stockages de déchets (bat A et B)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Le bâtiment a une surface de 1 400 m ² . La hauteur maximale au faîtage est de 10 mètres. Les façades Nord, Ouest et Est sont en béton (épaisseur 0,4 m), sur une hauteur de 4,50 mètres constituant les parties fixes des alvéoles de stockage. La façade Sud et la partie haute des 3 autres façades seront traitées en bardage horizontal simple peau. Les alvéoles seront délimitées par des parois béton amovibles d'une hauteur a minima de 4 m. La hauteur maximale de stockage des déchets est de 4 m. Le sol est étanche. Le bâtiment est fermé en dehors des périodes d'exploitation, il n'est ni chauffé, ni climatisé.
Constats : Les murs intérieurs du bâtiment B sont pourvus d'une ligne horizontale rouge très visible qui matérialise la hauteur de 4 m à ne pas dépasser. L'exploitant indique que ce dispositif sera répété sur le bâtiment A, dont la mise en service est prévue avant fin juillet.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 07/05/01
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Le site est exploité du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00. L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.
Constats : Le site dispose d'une organisation interne et de plusieurs procédures visant à prévenir les risques d'incendie. Une ronde est effectuée à chaque fin de service, vers 17h00. Un relevé de température et une prise de photos est bien effectué dans chacun des tas des bâtiments A et B, ainsi que dans la zone de process du bâtiment C Mâchefers. L'Inspection a pu vérifier une fiche de ronde de la journée du 20/06/2022, comprenant également des photos. Lors de cette journée chaude, le stock présentant la température la plus élevée était celui des emballages légers, à 41,3 °C.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : MIOM entrants, conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Prescription contrôlée : Les mâchefers entrants sont déchargés directement sur le sol étanche du bâtiment. Il n'y a aucune opération de déchargement à l'extérieur du bâtiment. Lors de ce déchargement, une opération de contrôle visuel est effectuée. Tout déchet non conforme est isolé. Une procédure est mise en place pour la gestion des déchets non conformes. Les déchets dangereux sont en tout état de cause isolés, identifiés et évacués au plus tôt. Chaque lot de mâchefers est identifié. Une alvéole de stockage correspond à : • une seule origine de mâchefers ; • un apport enregistré sur une durée maximale d'un mois stocké. Après égouttage des mâchefers, les mâchefers sont criblés. Les imbrûlés, les gravats, les métaux ferreux et non ferreux sont séparés des mâchefers. Ils sont triés et stockés séparément sous bâtiment en attente d'évacuation. Les mâchefers font l'objet d'une caractérisation mensuelle conformément à l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011. La durée d'élaboration (préparation + maturation) des mâchefers ne doit pas excéder 1 an.
Constats : Aucun mâchefer n'est stocké à l'extérieur du bâtiment C. Celui-ci comporte 10 alvéoles - 6 dans la partie sud et 4 dans la partie nord - capables de recevoir chacune 1200 t de mâchefer. Chaque lot correspond à 1 mois d'apport de mâchefer en provenance principalement de l'UIOM de Villefranche sur Saone, comporte une identification affichée sur le mur attenant. Un des 10 alvéoles est dédiée aux refus de criblage de l'ensemble des lots travaillés. Chaque alvéole comporte, sous la toiture, une ouverture d'aération supérieure. Le process, situé au centre du bâtiment C, permet de retirer les imbrûlés, les ferrailles et d'homogénéiser le mâchefer de façon à le rendre compatible avec les critères techniques des chantiers d'utilisation hors site. Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un dispositif de soutien extérieur de la paroi sud (étais métalliques), qui oblige l'exploitant à implanter un dispositif temporaire de lavage des roues des camions. L'exploitant indique être en contact avec le constructeur du bâtiment dans le cadre de la garantie décennale de la construction, pour définir les mesures de consolidation de cette paroi sud.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : MIOM mûrés, suivi de leur valorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Prescription contrôlée : L'ensemble des mâchefers mûrés et conformes à la valorisation en technique routière sont entreposés dans le bâtiment. La période de stockage ne peut pas excéder 3 ans. Avant chaque livraison, le SYTRAIVAL fournit à l'entreprise en charge des travaux une fiche de données environnementales précisant : • les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales des mâchefers mûrés ; • les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier ; • les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants. Chaque enlèvement des mâchefers mûrés et conforme à l'usage en technique routière, fait l'objet d'un enregistrement sur le site. Il comporte a minima : • nom, adresse et SIRET de l'usine d'incinération de laquelle étaient issus les lots de mâchefers ; • nom, adresse et SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ; • nom, adresse et SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; • nom, adresse et SIRET des transporteurs ; • la référence des lots périodiques de la plate-forme de maturation ; • la quantité ; • la date de sortie ; • l'usage routier effectif ; • le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier.
Constats : Les mâchefers mûrés sont stockés dans une des 10 alvéoles pouvant recevoir chacune un lot mensuel. L'évacuation d'une alvéole de mâchefers mûrés peut s'étaler sur plusieurs mois, selon les chantiers avals alimentés par ce lot. Le SYTRAIVAL a confié à son délégataire SUEZ la prestation de valorisation des mâchefers produits sur ce site. SUEZ identifie les chantiers cibles et commercialise la grave de mâchefers. SUEZ et le SYTRAIVAL partagent un outil de suivi et de traçabilité de la destination de chaque lot mensuel. Toutes les étapes successives, jusqu'au recouvrement final du mâchefer, sont visibles dans ce tableau, montré à l'Inspection pendant la visite, en complément de la remise de 2 fiches chantiers qui n'appellent pas d'observations particulières. Aucun lot de plus de 3 ans n'est présent dans le bâtiment C. Toutefois, un lot de « refus de criblage » présent dans une alvéole du sud-ouest du bâtiment est affiché comme produit en 2020, cette accumulation résultant d'apports successifs dont certains peuvent être antérieurs.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Dans un délai de 2 mois, l'Inspection demande à l'exploitant d'apporter des explications complémentaires sur la gestion de ce lot et le devenir de chacune des fractions qu'il génère.

Nom du point de contrôle : autosurveillance mensuelle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : Afin de mesurer l'impact des installations sur son environnement l'exploitant réalise un point zéro sur les points de prélèvements définis sur le plan à l'annexe 5 du présent arrêté. Il existe 5 points. Un point de mesure est situé au niveau des silos. Un état zéro est réalisé sur chaque point avant la mise en exploitation des activités, sur une période représentative. L'exploitant assure une surveillance mensuelle sur les paramètres suivants : • particules en suspension (PM 10 : particules inférieures à 10 microns) ; • poussière ; • métaux. À l'échéance d'une surveillance d'un an et sur demande de l'exploitant un réexamen de cette surveillance (conditions, périodicité, etc.) pourra être adaptée.
Constats : Une surveillance mensuelle est faite sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">▪ particules en suspension (PM10 : particules inférieures à 10 microns) ;▪ poussières ;▪ métaux. Ceci sur 5 points de mesure dont 1 sur site et 4 à l'extérieur du site. Compte tenu des résultats obtenus en 2019, 2020, 2021 sur ces paramètres par rapport aux témoins faits avant la mise en service et du fait de l'entreposage et du traitement systématique des déchets du site à l'intérieur des bâtiments, l'exploitant propose de porter à la connaissance du préfet une proposition de révision de ce protocole de mesure tel que prévu dans la partie 4 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 15/06/2018. L'exploitant indique par ailleurs que le coût de ces analyses est proche de 3000 € par mois. L'Inspection indique son accord de principe pour réviser cette prescription, qui paraît désormais inadaptée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : consommation d'eau du réseau d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 500 m ³ par an.
Constats : L'exploitant indique faire son possible pour utiliser prioritairement les 100 m ³ d'eau de pluie, collectée dans la cuve enterrée située au sud du bâtiment C. L'Inspection a pu voir en fonctionnement le dispositif de suivi et d'affichage en temps réel des m ³ disponibles dans cette cuve d'eau de récupération, ainsi que la vanne commandant le basculement sur l'alimentation d'eau du réseau public. Malgré ce recours prioritaire à l'eau pluviale de toiture, le site dépasse la quantité prévue dans l'Arrêté préfectoral : 849 m ³ en 2021 pour 500 m ³ autorisé initialement. L'exploitant n'a pas alerté l'Inspection de cette non-conformité.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale. Dans un délai de 2 mois, l'exploitant doit justifier ce dépassement et diagnostiquer précisément ses besoins en eau, comparés à l'estimation initiale d'un maximum de 500 m ³ / an.

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux d'égouttage des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article '4.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Prescription contrôlée : « Les eaux collectées à l'intérieur du bâtiment de maturation sont collectées dans un réseau spécifique et dirigées vers un dispositif de stockage étanche de 10 m3. L'ouvrage sera étanche, i.e. béton, cuve à double paroi PEHD, ou tout autre dispositif équivalent. Sa vidange sera assurée par pompage dès que le volume atteint 2/3 de la hauteur utile de l'ouvrage. » Vérifier également le BSDD
Constats : Les mâchefers réceptionnés et traités à l'intérieur du bâtiment C sont susceptibles de larguer de l'eau en excédent ou bien d'être arrosés afin de réduire la poussière générée dans ce bâtiment, dont l'air intérieur n'a pas de système d'aspiration / rejet canalisé. Lors de la visite du bâtiment C, celui-ci ne comportait pas ou très peu d'eau d'égouttage au sol. Les pentes internes du bâtiment C empêchent ces eaux d'en sortir gravitairement, en surface. La cuve enterrée, réceptacle des eaux d'égouttage, est située à l'extérieur devant la porte principale d'accès du côté sud du bâtiment C. Elle ne dispose que d'une plaque d'égout métallique ronde pour y accéder. Il est à noter que cette cuve se trouve du côté du bâtiment C qui est actuellement étayé en vue d'éviter l'affaissement de la paroi sud de ce bâtiment. L'exploitant n'a pas connaissance d'un dispositif de suivi permettant de connaître le niveau de remplissage de cette cuve. La vidange est commandée 1 fois par an en mai / juin, sur la base du retour d'expérience des 2 premières années. Une vidange supplémentaire a été demandée en novembre 2021, sans que l'exploitant puisse justifier de la raison précise déclenchant cet enlèvement. D'après les BSDD communiqués, les tonnages d'eau polluée envoyée en centre de traitement sont les suivants : - 16/11/2021 : 11,5 t - 11/06/2020 : 11,92 t - 09/05/2019 : 9,66 t
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale. L'exploitant dispose de 2 mois pour justifier du dimensionnement de sa cuve enterrée, de son état et du suivi de son remplissage.